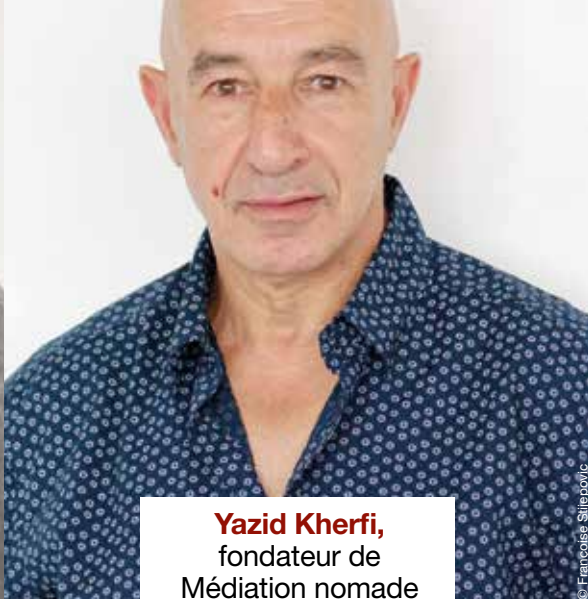




Jean-Pierre Rosenczveig,
co-président de la Commission « Enfances,
familles, jeunesses » de l'Uniopss

© Michel Le Moine



Yazid Kherfi,
fondateur de
Médiation nomade

© Françoise Sillierpolic

Banlieues: les émeutes et après ?

Jean-Pierre Rosenczveig, co-président de la Commission « Enfances, familles, jeunesses » de l'Uniopss et Yazid Kherfi, fondateur de Médiation nomade, débattent de la situation de la jeunesse dans les quartiers et tentent de dresser quelques perspectives d'avenir.

Union Sociale: Durant le mois de juillet, une partie de la jeunesse des quartiers a été à l'origine de nombreuses émeutes partout en France, à la suite du décès du jeune Nahel lors d'un contrôle de police. Comment expliquer cette réaction aussi violente ?

Yazid Kherfi: Ce décès a évidemment suscité beaucoup d'émotion, en particulier dans les quartiers, ce qui peut expliquer ces réactions de violences extrêmes partout dans le pays. Cet évènement a été comme une goutte d'eau qui a fait déborder le vase et qui vient s'ajouter à toutes

les situations de stigmatisations que les jeunes vivent au quotidien comme autant d'injustices. Une bonne partie de la jeunesse a l'impression que l'on ne l'aime pas. Leurs différents contacts avec les institutions de la République sont problématiques, sans parler du discours médiatique dominant qui ne cesse de les montrer du doigt. Ces derniers sont bien souvent livrés à eux-mêmes, donc au contact des leaders négatifs qui les mettent sur le mauvais chemin, notamment celui du trafic de drogue et de la délinquance. Il est donc urgent de réinvestir les quartiers et de reprendre contact avec cette jeunesse oubliée,

faute de quoi, il faut s'attendre à ce type de poussée de fièvre qui promet d'être encore plus violente dans les années à venir.

Jean-Pierre Rosenczveig: Je partage bien évidemment cette analyse, en insistant sur un profond sentiment d'injustice ressenti par nombre de jeunes. On les appelle au respect de la loi, mais on ne la respecte pas, voire la justice cautionne trop souvent des violences policières manifestement illégitimes! Ajoutons qu'en l'espèce, non seulement les policiers mis en cause ont menti sur les circonstances du drame, mais ont

été pris la main dans le sac *via* les vidéos. Tout un chacun a pu voir et comprendre que cette violence était illégitime.

Union Sociale: Ces émeutes sont-elles comparables à celle de 2005 ?

Yazid Kherfi: Je parlerais plutôt de révolte que d'émeute. Comme en 2005, elles interviennent souvent suite à la mort d'un jeune en relation avec une opération policière, mais de nombreux éléments de contexte sont différents. Tout d'abord, les individus qui ont participé à ces émeutes sont beaucoup plus jeunes qu'en 2005. En effet, de nombreux collégiens, sans aucun antécédent judiciaire ont fait partie du gros des troupes en juillet dernier. D'autre part, contrairement à 2005, les réseaux sociaux ont joué un grand rôle dans le cadre de ces révoltes. Les jeunes étaient bien souvent surinformés sur ce qui se passait ailleurs, ce qui a contribué à créer une forme de compétition entre eux et une escalade de la violence. Enfin, les révoltes ont concerné des lieux beaucoup plus divers qu'en 2005. Lors de cette période, celles-ci s'étaient limitées à la banlieue, alors qu'en juillet, de nombreuses villes, mêmes moyennes, ont été touchées.

Jean-Pierre Rosenczveig: L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Si des mineurs ont pu participer et être interpellés, on ne doit pas ignorer que la grande majorité des acteurs étaient majeurs! Les pouvoirs publics insistent sur les mineurs pour détourner l'attention des problèmes dont sont révélateurs ces événements particulièrement violents. On pourra alors mettre en cause les parents en escamotant les autres responsabilités! N'oublions pas que nous étions en vacances scolaires avec nombre de jeunes sans activités. Pourquoi? Indéniablement pour ces jeunes-là, il y avait une dimension festive et un grand jeu en live. Relevons surtout que si en 2005 on a pu déplorer un gymnase incendié en s'interrogeant sur l'origine de la dégradation,

en juillet 2023, ce sont nombre de lieux publics, y compris des tribunaux et des écoles qui ont été attaqués. Difficile d'y voir un hasard. Théorisé ou pas, il y a un message lisible par tous qui fait le cœur du débat: « Cette République n'est pas la nôtre! Pourquoi respecter une loi et ses porteurs quand ils ne nous considèrent pas et ne nous protègent pas. ! » On n'est pas sur une lutte sociale classique pour l'amélioration des conditions de vie, mais sur un cri politique nihiliste. Pas de théorie, pas de revendications, pas de leaders et même pas de capacité en engager un débat comme en 2005 avec les grands frères ou les éducateurs de rue. Les réseaux sociaux sont le seul vrai lien existant.

Union Sociale: Les familles sont régulièrement montrées du doigt. Sont-elles les seules responsables de la dérive d'une partie de la jeunesse des quartiers populaires ?

Yazid Kherfi: Le problème de ces jeunes est avant tout une incapacité du monde des adultes à répondre à leurs aspirations et à leurs besoins. Les espaces dans lesquels ils peuvent s'exprimer sont de plus en plus rares et de nombreuses structures, présentes dans les quartiers, ferment leurs portes à des horaires où ces derniers en ont le plus besoin, c'est-à-dire en soirée. Les moyens consacrés à la prévention spécialisée, permettant de financer des éducateurs qui vont au-devant de cette jeunesse, ne cessent de diminuer. En raison des difficultés sociales de leur famille qui ne trouvent pas



© Françoise Stjepovic

« Le problème de ces jeunes est avant tout une incapacité du monde des adultes à répondre à leurs aspirations et à leurs besoins. »

d'interlocuteur pour écouter leur détresse, ces jeunes se retrouvent bien souvent seuls entre eux jusque tard dans la nuit, sans que personne ne vienne à leur rencontre. La violence qu'ils ont exprimée en juillet dernier est un véritable appel au secours.

Jean-Pierre Rosenczveig: Je l'ai dit et le redis: les pouvoirs publics ont très vite pointé du doigt les parents pour se dégager de leurs propres responsabilités, les appelant à surveiller leurs enfants quand ils ont souvent perdu autorité et crédibilité dans le champ de la vie quotidienne aux yeux de leur progéniture. Ces familles, parents et enfants, sont fréquemment livrées à elles-mêmes quand très tôt il eut fallu les étayer, les accompagner. Santé scolaire, service social scolaire, PMI, psychiatrie infantile, réponses aux enfants porteurs de handicap, tous ces services de proximité sont dans le rouge. État et conseils départementaux n'ont pas été à la hauteur. Ajoutons que dans 17 départements, pour des raisons financières, la ▶

Qui sont-ils ?

Jean-Pierre Rosenczveig est magistrat. Il a été, de 1992 à 2014, le président du tribunal pour enfants de Bobigny. Il est actuellement co-président de la Commission « Enfances, familles, jeunesses » de l'Uniopss.

Ancien délinquant, **Yazid Kherfi** est animateur social, éducateur, professeur et spécialiste des politiques de prévention et de sécurité. Il est le fondateur de Médiation nomade. Depuis 2012, Yazid anime les médiations nomades avec des bénévoles et des étudiants en travail social dont il est enseignant à l'Université de Nanterre.

Pour plus d'informations: mediationnomade.fr



© Michel Le Moine

« Il faut des enjeux collectifs à échelle de chacun, qui associent jeunes et moins

jeunes, en les amenant à partager des valeurs communes. »

▷ Prévention spécialisée a disparu. On paie aujourd'hui ce que nous dénoncions il y a quelques années. À l'adolescence il se passe ce que nous avions prévu quand le sentiment d'injustice est au plus vif. Mais de quels adultes parle-t-on, susceptibles de faire autorité sur les enfants ? L'État a négligé de mettre la loi à jour face à la reconstruction familiale, avec nombre d'enfants élevés par un adulte qui n'est pas leur géniteur. Il a préféré consacrer le droit de tous à être parents ! Bref, nous sommes punis par là où nous avons péché. La première ligne de protection de l'enfance est parentale et notre société a défailli pour la consacrer et l'étayer. Aujourd'hui, elle a beau jeu de tenter de camoufler ses défaillances.

Union Sociale: Quels sont les ressorts qui permettraient de donner aux jeunes des quartiers de nouvelles perspectives ?

Yazid Kherfi: Tout d'abord, il convient de créer des espaces pour permettre de renouer le dialogue avec les jeunes, notamment dans les moments où ils sont les plus seuls, comme en soirée où durant les périodes de vacances, car ces derniers n'ont rarement l'occasion de partir. Au sein de l'association que j'ai fondée, nous allons régulièrement au contact des habitants et il y a une vraie soif de

contribuer à la résolution de toutes ces difficultés. Le seul problème est qu'ils ont le sentiment depuis de nombreuses années de ne jamais être écoutés, d'être souvent incompris, voire méprisés par les adultes. Ensuite, il est essentiel de renforcer le rôle des travailleurs sociaux, ainsi que des acteurs de la prévention et aussi d'améliorer leur formation car ces derniers se sentent souvent démunis et impuissants. Ces dernières années, la plupart des communes a tout misé sur la sécurité pour répondre à la problématique de certains quartiers. Il est temps de changer de logique pour faire en sorte que les choses évoluent en tentant de prévenir toutes ces flambées de violence. Il s'agit bien de mieux équilibrer entre prévention, dissuasion et sécurité.

Jean-Pierre Rosenczveig: En partageant les préconisations formelles, en ajoutant la nécessité de mobiliser par-delà les professionnels, j'élargirais le focus: ce n'est pas seulement un projet qu'il faut offrir aux seuls jeunes, mais à la société. C'est au pays tout entier qu'il convient d'offrir une perspective dans laquelle se trouveront embarqués tout naturellement les plus jeunes. D'ailleurs, aujourd'hui, ces jeunes qui nous préoccupent se paupérisent comme leur environnement; ils sont sans espoir, comme les adultes qui les environnent. Ce ne sont pas des cataplasmes sociaux qu'il faut, mais une démarche dans laquelle jeunes, mineurs ou majeurs, se reconnaissent, où les efforts consentis ont un sens, où l'on peut mesurer les résultats, une démarche à co-construire avec quelques références clés: justice, respect, environnement...

Union Sociale: Après avoir investi sur le bâti, n'est-il pas temps d'investir sur le lien ?

Yazid Kherfi: Il serait faux de dire que les quartiers n'ont pas bénéficié de moyens ces dernières années.

Nombre d'entre eux ont pu faire peau neuve, grâce notamment à l'action de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, mais l'action publique s'est uniquement concentrée sur le bâti, sans forcément prendre en compte les habitants de ces quartiers et cette jeunesse souvent « stationnée » en bas des immeubles. Ces quartiers doivent redevenir des espaces de rencontres et de mixité, en permettant que des personnes venues d'horizons divers puissent renouer le dialogue. Dans ces espaces populaires, la jeunesse fourmille d'idées et de créativité. Il convient de valoriser toute cette énergie positive pour initier enfin un cercle vertueux.

Jean-Pierre Rosenczveig: Là est bien l'enjeu que nous identifions de longue date: préférer les hommes (et les femmes) aux murs ! On a construit, mais dans le même temps on a déshumanisé. Il faut réferer du lien: dans la famille comme je l'ai pointé, mais à l'extérieur avec les autres. Cela ne peut pas être artificiel et ne se décrète pas. Il faut des enjeux collectifs à échelle de chacun (politiques, culturels, sportifs, environnementaux, etc.), qui associent jeunes et moins jeunes, en les amenant à partager des valeurs communes. Mais il faut aussi éclairer la route et ne pas hésiter à parler des choses qui, pour beaucoup, semblent aller de soi. Liberté, égalité, fraternité ne sont pas des escroqueries comme trop de personnes le pensent, mais des utopies vers lesquelles nous progressons régulièrement. Oui la route est longue, mais des avancées se font et sont encore possibles pour et par chacun... en luttant avec les outils de l'État de droit. Revisitons publiquement l'histoire, y compris grise, avec les plus jeunes. Ne décrétons pas le besoin de lien, mais créons-le, concrètement.

Propos recueillis par Antoine Janbon